

# AUJOURD'HUI

N° 55  
22 DÉCEMBRE 1999  
1 franc  
ISSN 1423-7946

BIMENSUEL  
LIBERTAIRE

Journal de **DIRECT! Amis de l'AIT** (Association Internationale des Travailleurs). Ceux qui publient ce journal ne sont ni professionnels, ni permanents. **DIRECT!** est totalement autofinancé. Paraît un vendredi sur deux. **Abonnements:** (022) 734 29 22

## Pas de quartier

**L'ampleur et l'horreur des crimes commis en Tchétchénie** par les forces russes ne fait plus aucun doute. *Le Monde* du 14 décembre fait part de « 23 personnes froidement assassinées lors du "nettoyage" » d'un bourg, une exaction parmi tant d'autres racontées par des réfugiés.

En réponse à cette barbarie, les grandes puissances occidentales ont fermement décidé... de ne rien faire. Il semble que le fameux "droit d'ingérence humanitaire" ait été, pour l'heure, rangé au rayon des accessoires inutiles. Pourtant, lorsque l'OTAN est intervenue en Kosove, ne nous annonçait-on pas l'avènement d'une nouvelle ère où tous les "méchants" de la terre seraient punis selon ce principe. En fait, il apparaît maintenant que tout ce fatras théorique n'était que le moyen de faire accepter sans heurt une intervention militaire. Edwy Pleney, directeur de la rédaction du *Monde*, ne dit rien d'autre : « *le moralisme des grandes puissances ne s'applique que lorsqu'elles y ont intérêt. On assiste [...] à un droit d'ingérence à géométrie variable* ».

Cette lucidité n'était pas à l'ordre du jour chez les journalistes, lorsqu'ils se faisaient les chantres du nouvel ordre mondial pacifié. Et, aujourd'hui, énoncer cette vérité - et encore, très discrètement - n'est, de toute façon, pas suffisant. On aimerait que la presse ose mettre nos dirigeants politiques face à leurs responsabilités, comme complices de crime contre l'humanité. En fait, il se trouve que la presse dans sa grande majorité, et encore plus la télévision, apparaît comme la caisse de résonance de la Raison d'État : « *les médias créent le scandale moral selon les cas* »<sup>1</sup>. Pour la Tchétchénie, pas de mise en branle de la "machine à émotion". Eltsine n'est pas comparé, comme ce fut le cas pour Milosevic, à Hitler ou à Staline. Non, lui et son premier ministre, Poutine, demeurent des hommes d'État.

Certains disent tout haut ce que tout le monde pense tout bas. Ainsi, selon Valéry Giscard d'Estaing (ancien président de la République française), la guerre en Tchétchénie est une affaire intérieure qui ne concerne que la Russie. D'autres, les "va-t-en guerre" de l'intervention en Kosove, jouent les hypocrites : « *nous devrions au moins geler toute aide économique à la Russie* » (Daniel Cohn-Bendit).

C'est que la Russie n'est pas la Serbie. Eltsine le sait, lui qui s'est permis de menacer l'Occident de ses bombes nucléaires en direct à la télévision. Pour le malheur des civils tchétchènes, leur pays « *occupe une position centrale dans le dispositif stratégique russe, au cœur de son réseau de pipelines et de gazoducs* »<sup>2</sup>. Et il serait, sans doute, fort dommage pour l'Occident que ce nœud stratégique ne soit plus sous le contrôle russe.

La politique internationale n'a rien à voir avec les bons sentiments, et les champions de la paix d'hier deviennent, sans vergogne, les amis du boucher d'aujourd'hui. En revanche, certaines choses restent valables guerre après guerre. Tout d'abord, les premières victimes sont encore une fois les civils, otages d'une situation qu'ils n'ont en rien voulue. Ensuite, on constate que fort peu de solidarité des individus se manifeste par delà les frontières et les agissements des gouvernements : l'opinion publique semble incapable de réactions sans l'appel des sirènes médiatiques. Et puis, on ne trouve pas trace d'un mouvement pacifiste international capable, au moins, de se faire entendre. Cette impuissance était patente samedi matin, à Genève, où une manifestation contre la guerre en Tchétchénie n'a rassemblé qu'une centaine de personnes. Nous-même avons bien tardé à mettre les quelques forces de notre journal à contribution, en écrivant ce simple article.

G. Amista

1. Ghassam Salamé, *L'Hebdo*, 18 décembre 1999

2. Id.

**AUJOURD'HUI  
dans les  
kiosques  
à partir du  
14 janvier  
2 0 0 0**

Naville nous impose une période d'essai de trois mois pendant laquelle nous devons vendre impérativement 200 exemplaires de chacune des 6 parutions de cette période.

Si ce quota n'est pas atteint, nous ne serons plus diffusés dès le mois d'avril.

Vous trouverez *Aujourd'hui* dans les grands kiosques de Suisse romande : Genève, Lausanne, Fribourg, Neuchâtel, La Chaux-de-Fond, Sion, Vevey, etc\*.

En l'achetant dans un kiosque de votre quartier, de votre ville\*, vous permettrez à *Aujourd'hui* d'exister durablement.

\*Contactez-nous par téléphone/fax (022 734 29 22), par e-mail (aujourd\_hui@innocent.com), pour connaître les lieux de distribution proches de chez vous.

dans ce numéro

- **SUISSE** Bernique à Berne
- **CONSTRUCTION** Grève et négociations
- **NEUCHÂTEL** Lutte : fonctionnaires vs Conseil d'état



# Bernique à Berne

L'élection du Conseil fédéral fut aux yeux de nombreux commentateurs un non-événement. Il n'est pourtant pas inutile de nous pencher sur les commentaires qu'on a pu lire dans la presse, de relever certaines manœuvres de coulisse, ainsi que de comprendre pourquoi la grande majorité des élus socialistes a finalement tout fait pour conserver ses représentants dans ce gouvernement de consensus, dont on peut prédire qu'il sera encore plus antisocial que lors de la précédente législature.

La seule animation, qui tenait plus du théâtre guignol que du mélodrame, fut la candidature de Christoph Blocher contre les socialistes. Pourtant, la droite dite civilisée a trouvé là une opposition à sa mesure, et une certaine presse s'efforce de nous présenter le tribun zurichois comme le seul contestataire sérieux de ce pays. C'est ce qu'a fait, entre autres, l'Hebdo qui nous a servi un prétendu duel Blocher/Couchevin. Selon la rédactrice en chef de ce périodique « Il faut changer le style, en trouver un qui installe un gouvernement fort »<sup>1</sup>. Et justement l'homme fort, il est au sein du gouvernement : c'est Couchevin ! Lui seul parle vrai et saura affronter Blocher.

Ce n'est certes pas parce que leurs programmes politiques sont très dif-

férents. Comme le dit le même Hebdo, « les deux hommes ne sont pas si éloignés l'un de l'autre. Fiscalement parlant, économiquement, socialement, ils sont même très proches », pourtant, c'est le choix qu'on nous offre. Si l'on veut le changement, « l'ouverture au monde », il faudra soutenir Couchevin. Dans sa besace il nous amène, parmi d'autres joyusetés, des projets prévoyant la diminution du nombre et du montant des indemnités de chômage, la privatisation d'une partie des universités, de l'énergie; la retraite à 66 ans et l'augmentation des primes d'assurance-maladie pour les vieux. En plus, ce ministre est bien conseillé, parmi ses assistants, certains sont capables de prouver "par A + B" à Ruth Dreifuss « qu'un salaire minimal de 3000 francs induirait une

baisse de la croissance et une augmentation du chômage ». Il est à craindre que Madame Dreifuss se laisse, une fois de plus, convaincre. Celle que l'Hebdo traite — avec Ogi — de « candidate au martyre » ne voulait pourtant pas, comme la plupart de ses partisans, échapper à son destin gouvernemental.

Il est facile de comprendre les motivations de la bourgeoisie moderniste; le directeur de l'Union patronale confesse volontiers que « sans les socialistes, il est impossible de réaliser des économies sociales »<sup>2</sup>. Même son de cloche chez l'éditorialiste du Quotidien suisse des affaires et de la finance qui affirme que « ce n'est pas contre la politique de consensus qu'il convient de s'élever aujourd'hui: l'économie y trouve le bénéfice d'une stabilité politique et

d'une paix sociale inconnue ailleurs »<sup>3</sup>. Mais il est plus curieux de lire pratiquement le même credo sous la plume de Christiane Brunner pour qui « la stabilité de notre gouvernement est aussi le garant de la stabilité sociale de notre pays »<sup>4</sup>.

La logique des socialistes est parfois difficile à comprendre, mais la « cure d'opposition » préconisée par une petite minorité d'entre-eux n'aurait pu qu'affaiblir un parti qui tire surtout sa force de sa capacité à favoriser la carrière d'une partie de sa clientèle: celle qui bénéficie, directement ou indirectement, de sa participation aux exécutifs sur le plan fédéral, cantonal et municipal. Dans ce sens, il est intéressant de noter que si le scénario du soutien socialiste à l'élection du radical Franz Steinegger à la place d'Adolf Ogi n'a pas abouti,

c'est notamment parce qu'il a achoppé sur les contreparties qu'auraient dû offrir les radicaux au PS, soit une série « de postes clés se libérant dans l'administration »<sup>5</sup>.

Le mince verni idéologique de gauche auquel se raccrochent encore certains membres et électeurs du PS cache de moins en moins bien son rôle disciplinaire dans le cadre du système capitaliste. Le malheur, c'est que les déceptions qu'il provoque dans les classes populaires servent surtout — avec l'aide de la presse — à réveiller les sirènes nationalistes les plus rétrogrades.

1. A. Dayer, L'Hebdo, 16 décembre 1999.
2. Le Temps, 16 décembre 1999.
3. ETissot-Daguette, L'Agefi, 16 décembre 1999.
4. La Tribune, 14 décembre 1999.
5. Le Temps, 16 décembre 1999.

## Recyclage de la contestation

**LUTTES • La conférence du "Millennium round" à Seattle a échoué. Nombreux étaient les observateurs qui prédisaient cet échec bien avant son ouverture, du fait des divergences d'intérêts entre les grandes puissances, notamment l'Europe et les États-Unis.**

En fait, considérant les enjeux de ce nouveau cycle, un tel résultat peut être considéré comme normal comme l'exprime le secrétaire d'État français au commerce extérieur qui rappelait qu'« il avait fallu trois réunions pour lancer l'Uruguay Round » (le précédent cycle de l'OMC). D'ailleurs, l'annonce vient être faite que les discussions autour de ce "Millennium round" vont reprendre dès janvier entre les ministres concernés. Ce n'est donc que partie remise.

Mais ce qui a surpris, lors de cette conférence, c'est la mobilisation de dizaines de milliers de manifestants qui ont réussi à la perturber considérablement par une véritable occupation de la ville. L'ampleur de cette mobilisation est une bonne chose, car elle démontre que les "maîtres du monde" ne peuvent plus agir en toute impunité, loin des regards. La mondialisation incarnée par l'OMC est apparue pour ce qu'elle était: la mise en place de règles permettant au capitalisme de continuer sa conquête de la planète.

Par contre, ce qui est moins clair, c'est la nature de cette "société civile" internationale dont on nous annonce la naissance. A Seattle, des milliers de groupes et organisations différents se sont trouvés un ennemi commun, mais leurs positions et leurs motivations ne sont pas les mêmes. Il nous semble que la question centrale à se poser concernant ce mouvement est celui de son rapport au capitalisme. Car - faut-il le rappeler? - l'OMC n'existe que par la volonté des États et des capitalistes de donner un cadre légal au

capitalisme mondial déjà existant. A ce compte-là, on peut, très schématiquement, tracer une ligne de démarcation entre deux grandes catégories d'opposants. D'une part, ceux qui, comme nous, pensent que l'on ne peut pas réformer le système capitaliste et que la question ne saurait porter sur le type de règles dont il se dote. D'autre part, ceux qui veulent, comme le revendique Jerry Mander, président de l'International Forum on Globalization, « domestiquer » le capitalisme. S'y trouvent, notamment, des ONG (les poids lourds comme Greenpeace ou Global Watch), et des grandes centrales syndicales (AFL-CIO pour les États-Unis). Leur credo est que l'on peut mettre en place une sorte de capitalisme du "moindre mal", en faisant adopter des normes minimales en matière sociale et d'environnement. Ou bien encore, comme le préconise ATTAC, en éradiquant le ver financier du fruit capitaliste.

Si ceci a le mérite d'être à peu près clair, le mouvement de contestation fait l'objet de récupérations qui le sont nettement moins. A ce titre, le cas d'un José Bové est emblématique. Voilà le "hors-la-loi" devenu une sorte de représentant alternatif des intérêts français. Celui qui se retrouvait en prison pour avoir brûlé les OGM de Novartis, au nom de la lutte contre « la logique exclusivement économique et marchande des firmes [qui] entendent tripoter [...] le cœur même du vivant », est devenu « le champion de la bonne bouffe » et des valeurs françaises. Cette caricature de leur combat n'est pas du goût de tous ses camarades de la Confédération paysanne. L'un d'eux, Venant Brisset, estime qu'avec Bové « c'est comme si la Confédération paysanne s'allignait subitement sur le poujadisme culinaire du bouffon médiatique Jean-Pierre Coffe »<sup>2</sup>. Nous ne discuterons pas ici de la responsabilité de José Bové dans cette dérive, mais force est de constater que dans son sillage s'engouffrent les pires ennemis de la lutte pour « l'inversion de la marche de l'agriculture

et la rupture d'avec la fuite en avant de la surenchère de productivité »<sup>3</sup>. C'est le cas du président français de l'Association nationale des industries alimentaires qui n'hésite pas à se faire le champion des consommateurs: « s'ils ne veulent pas de bœuf aux hormones ou d'organismes génétiquement modifiés dans leur alimentation, qu'on leur laisse au moins exercer leur choix »<sup>4</sup> et qui préconise la « préservation des terroirs et la beauté des paysages ». Magnifique profession de foi de la part d'un homme dont le seul souci est de défendre les intérêts corporatistes et nationaux d'un secteur économique qui tire ses bénéfices énormes de l'existence d'une agriculture intensive, nocive pour l'environnement, et d'"usines à mal-bouffe".

D'autres surfent aussi sur la même vague. Notamment, toute une partie des élites politiques, inquiètes de voir un pouvoir se transférer des institutions nationales sous leur contrôle à des institutions internationales qui leur échappent. C'est le cas d'un Pasqua, vieille ganache réactionnaire, champion de la répression, qui ironise sur l'OMC: « Ils voulaient faire le siège des États? Ils se sont retrouvés en état de siège »<sup>5</sup>. Un Pasqua qui refuse « le rouleau compresseur de la marchandisation du monde », il y a vraiment de quoi rigoler (jaune!).

Si beaucoup de gens semblent s'opposer à la mondialisation du capitalisme, il est bon de se demander au nom de quoi ils le font.

G. Amista

## Faites la grève, "on" négocie

**C'est sous une pluie battante que 2500 ouvriers de la construction ont fait grève et manifesté à Genève, le 13 décembre dernier.**

Vu l'intransigeance des patrons lors des récentes négociations, le ton n'était pas à la rigolade. Comme lors de la manifestation du 22 novembre, les ouvriers s'en sont pris à des camions allant livrer du matériel sur des chantiers non-grévistes et les syndicalistes qui tentaient de s'interposer ont été vivement repoussés. Le pont du Mont-Blanc a été occupé durant une demi-heure, bloquant totalement la circulation. Après avoir traversé les Rues Basses, les travailleurs se sont rendus au siège de la Fédération des Syndicats Patronaux (FSP) dont les cadres avaient bien pris soin de verrouiller les portes. Répondant aux sourires dédaigneux des cadres, des ouvriers ont tenté sans succès de forcer les portes, pour s'en prendre finalement aux boîtes aux lettres de la FSP. Finalement, la manif a abouti au carrefour des XXII-Cantons, immobilisant totalement la circulation durant une heure. Des ouvriers voulaient récupérer le pont du Mont-Blanc. Mais Jacques Robert, secrétaire syndical du SIB, a calmé les ardeurs par une phrase historique: « Allez les gars, il faut savoir terminer une grève ». Le décalage, entre son discours radical de début de manif et son rôle de tampon lors de son déroulement, n'est pas passé inaperçu aux

yeux de certains travailleurs qui ont critiqué le rôle des dirigeants syndicaux qui aidaient les flics à maintenir l'ordre.

Cette grève n'est pas parvenue à ses fins. Un des problèmes est qu'en dehors de Genève et Lausanne, la mobilisation des autres cantons est faible. Face à cela, les syndicats ont parlé de réclamer une hausse cantonale à défaut d'une nationale. Cela renforce le problème du fossé existant entre travailleurs des différents cantons plutôt que de tenter de le combler: les ouvriers ne peuvent échanger opinions et expériences de luttes.

Pour l'heure, le danger est que les syndicats peuvent signer, à tout moment, un compromis sur le dos des travailleurs. Des négociations se tiennent au moment même où nous écrivons. D'après la presse, les syndicalistes ont renoncé à leur revendication de "200 francs d'augmentation ou rien" pour se contenter d'une augmentation de 100 francs dès janvier 2000. D'ailleurs, Le président du SIB, Vasco Pedrina, estime qu'une telle augmentation est un très bon résultat.

La question est de savoir comment réagiront des ouvriers à qui les syndicalistes répètent depuis le début du mouvement que 200 francs, c'est vraiment le minimum, car cela compense à peine l'augmentation du coût de la vie!

D. Mittaz

### Je m'abonne à Aujourd'hui !

	normal	soutien
▶ 12 n° :	15 francs	25 francs
▶ 24 n° :	30 francs	50 francs
▶ 48 n° :	60 francs	100 francs

Nom \_\_\_\_\_  
Rue \_\_\_\_\_  
NPA/Ville \_\_\_\_\_

Règlement par CCP : Direct!, CCP 17-574 134-6  
Envoyer à : DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211 Genève 2.



# Une lutte exemplaire

**NEUCHÂTEL** • *Il y a parfois des combats qui sont exemplaires. La grève des fonctionnaires neuchâtelois est de ceux-là. En effet, non seulement elle marque le rôle déterminant de l'État, et du parti socialiste neuchâtelois, dans la poursuite des objectifs néo-libéraux, mais aussi, elle imprime au mouvement syndical un élan différent des préoccupations salariales habituelles.*

**L'histoire de cette lutte** a pour origine la nouvelle loi sur le statut de la fonction publique de 1995. La loi adoptée par le Grand Conseil délègue au Conseil d'État la compétence de redéfinir les fonctions, de fixer une nouvelle échelle des traitements et de définir les règles de leur évolution. La notion de salaire au mérite n'est cependant pas présente dans la loi. Pendant plusieurs années, une discussion a lieu entre les représentants des syndicats et des associations professionnelles et le Conseil d'État. Elle mène les représentants du personnel à négocier l'échelle des salaires et, face à la volonté du Conseil d'État d'introduire le salaire au mérite, les pousse à exiger une commission paritaire de recours pour étudier les litiges éventuels. Le Conseil d'État refuse catégoriquement. C'est alors que se fait jour un désaccord de principe, beaucoup plus profond que celui lié aux salaires, entre les fonctionnaires et le Conseil d'État. Réunis en assemblée générale, ils décident tout simplement de refuser le principe du salaire au mérite. Même si certains diront par la suite que c'est poussé à cet extrême par l'échec des négociations avec le Conseil d'État que la fonction publique a pris une telle décision éminemment politique, il faut souligner qu'une importante participation des enseignants, fortement hostiles au principe même du salaire au mérite, indique une position de fond beaucoup plus profonde. Cependant, malgré deux demi-jours de grève (les 27 et 29 septembre), le Conseil d'État impose sa volonté en publiant le 15 septembre un arrêté instituant le salaire au mérite (celui-ci est entré en vigueur le 1er octobre). Le blocage est total.

C'est alors qu'intervient le parti socialiste neuchâtelois (PSN). Sa position est très difficile, puisque qu'en tant que parti au pouvoir, deux de ses représentants, Francis Matthey et Monica Dussong, siègent au gouvernement. Or, tout deux se sont déclarés favorables au salaire au mérite. D'un autre côté, le comité du PSN marque quelques hésitations avant de décider de soutenir formellement la fonction publique (le 7 octobre). Mais, parallèlement, et sans

en référer aux syndicats, il dépose le 11 octobre, par l'intermédiaire des ses députés au Grand Conseil, un projet de loi acceptant le salaire au mérite sous condition de la création d'une commission paritaire et du report de la date d'entrée en vigueur du salaire au mérite pour les enseignants. Certains approuvent la manœuvre tactique pour tenter de sortir de l'impasse. D'autres désapprouvent ce que l'on peut appeler une politique du pouvoir usant d'un double langage. Le vice-président du PSN, votre rapporteur, démissionne. Enfin, lors d'une soirée d'information début décembre, pendant laquelle des membres du parti socialiste demandent que la base prenne position contre le salaire au mérite et, le cas échéant, désavouent leurs conseillers d'État, l'ensemble des socialistes présents soutient encore les fonctionnaires sans pour autant remettre en question leur participation au gouvernement, ni même la position de leurs conseillers.

Finalement, le 6 décembre, le collectif des syndicats et des associations relance la grève : une demi-journée et plus de 1500 personnes pour réitérer sa position face au Conseil d'État : « *une question d'éthique : NON au salaire au mérite* ».

Quel bilan provisoire en tirer ?

Ce conflit est exemplaire à deux titres.

En premier lieu, il souligne ce que l'exercice du pouvoir au sein de l'État implique, à savoir, la nécessité pour ceux qui le représentent d'assurer sa pérennité avant tout. En effet, en imaginant même que la position personnelle des conseillers d'État socialistes ait été autre, on voit mal comment ils auraient pu l'affirmer haut et fort sans briser la collégialité et par là même sans remettre en question leur participation au gouvernement. A partir de là, on ne peut que voir dans l'État l'organe agissant d'une politique voulue par la droite et soutenue par les partis de gauche modérée. On ne peut que voir dans l'État le moyen d'imposer une politique néo-libérale, sans passer par la décision populaire (à ce titre, les décisions prises par le comité du PSN sont aussi peu démocratiques que celles du Conseil d'État, puisqu'aucun congrès extraordinaire sur la ques-

tion n'a été convoqué pour prendre officiellement position ; elle est cependant à l'ordre du jour du congrès du 22 janvier 2000!!!).

En second lieu, il est remarquable de constater que c'est sous l'impulsion de l'assemblée générale du collectif des syndicats et associations du personnel que le refus du salaire au mérite fut mis en avant. La décision fut donc totalement démocratique. Et je crois qu'on peut voir là une décision de principe qui met en évidence le désir de défendre la notion de solidarité au sein des services publics face à celle de compétitivité que veut nous imposer l'État. Et cette solidarité s'est manifestée de façon éclatante par la participation importante des enseignants lors des différentes grèves, alors même que le conseil d'État a fait savoir que "les enseignants ne sont pas concernés par l'arrêté du 15 septembre 1999". Même si la méfiance est de rigueur, puisque si le Conseil d'État dit aussi que « *l'évolution du système de rémunération que nous envisageons concerne en premier lieu les fonctionnaires de l'administration cantonale* », il poursuit par « [...] *cela dit, il est indispensable de trouver les moyens d'évaluer les prestations personnelles des enseignants. Nul ne peut contester qu'il y a dans votre corporation comme ailleurs, diversité de capacités, de dons et d'engagement. Quelle peut être la valeur d'un système qui refuse de s'évaluer ?* », même si la méfiance est de rigueur donc, il faut relever que la participation des enseignants "non concernés" est bien une marque de l'importance qu'ils accordent à la solidarité. En cela, cette résistance contre le salaire au mérite est exemplaire dans sa détermination à lutter contre les principes même du libéralisme ambiant.



ÉDITEUR RESPONSABLE : Claude Cantini.  
TIRAGE : 1000 exemplaires. COURRIER :  
DIRECT!, Case postale 2254, CH - 1211  
Genève 2. TÉLÉPHONE & FAX : 022 734 29 22.  
SITE INTERNET : [www.tao.ca/~direct\\_ait](http://www.tao.ca/~direct_ait).  
E.MAIL : [aujourd'hui@innocent.com](mailto:aujourd'hui@innocent.com). CCP :  
Direct!, CCP 17-574 134-6. LOCAL : 24, rue  
de Montbrillant, Genève.